

# **OGEc DE L'ESTRAN**

Association régie par la loi du 1<sup>er</sup> juillet 1901  
Siège social : 32, route de Quimper – 29200 BREST  
N° Siren : 777 509 043

## **Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels**

Exercice clos le 31 juillet 2020

## Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

A l'assemblée générale de l'Ogec de l'Estran,

### Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par l'assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'association Ogec de l'Estran relatifs à l'exercice clos le 31 juillet 2020, tels qu'ils sont joints au présent rapport. Ces comptes ont été arrêtés par le conseil d'administration le 7 décembre 2020 sur la base des éléments disponibles à cette date dans un contexte évolutif de crise sanitaire liée au Covid-19.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

### Fondement de l'opinion

#### Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie "Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels" du présent rapport.

#### Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance qui nous sont applicables, sur la période du 1<sup>er</sup> août 2019 à la date d'émission de notre rapport, et notamment nous n'avons pas fourni de services interdits par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes.

## **OGEC DE L'ESTRAN**

*Exercice clos le  
31 juillet 2020*

### **Justification des appréciations**

En application des dispositions des articles L. 823-9 et R. 823-7 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués et sur la présentation d'ensemble des comptes.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble, arrêtés dans les conditions rappelées précédemment, et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

### **Vérifications spécifiques**

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par la loi.

### **Informations données dans le rapport d'activité et dans les autres documents adressés aux membres**

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport d'activité et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux membres.

### **Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement de l'association relatives aux comptes annuels**

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par son conseil d'administration.

## Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L. 823-10-1 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- Il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- Il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- Il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- Il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs

**OGECE DE L'ESTRAN**

*Exercice clos le  
31 juillet 2020*

de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;

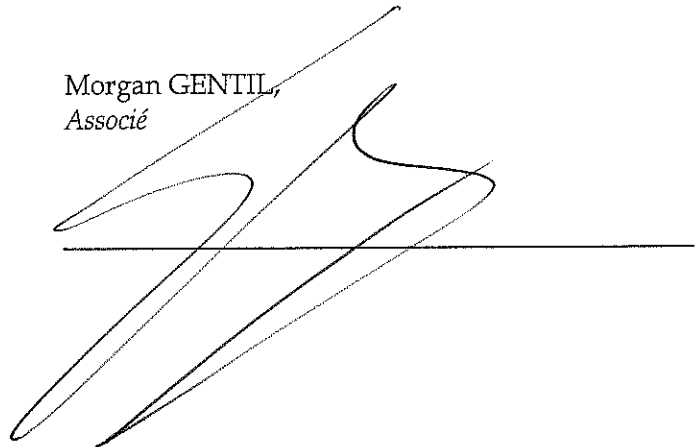
- Il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

*Fait à Brest, le 7 décembre 2020*

*Le commissaire aux comptes*

**STERENN :**

Morgan GENTIL,  
Associé

A large, stylized handwritten signature in black ink, written over a horizontal line. The signature is fluid and cursive, with a prominent loop at the end.



ACTIF		2018/2019	2019/2020		
		NET	Brut	Amortiss. Dépréc. (-)	NET
IMMOBILISE	Frais d'établissement				
	Logiciels, licences, et autres immo. incorporelles	38 664	247 261	224 153	23 109
	<b>Immobilisations incorporelles</b>	<b>38 664</b>	<b>247 261</b>	<b>224 153</b>	<b>23 109</b>
	Terrains (y compris aménagements de terrains)	386 790	579 858	208 358	371 500
	Constructions et aménagements sur sol propre				
	Constructions et aménagements sur sol d'autrui	11 268 563	21 826 354	10 541 117	11 285 237
	Installations techniques, matériel et outillage pédagogiques	877 306	3 913 813	3 051 847	861 966
	Mobilier et matériel de bureau	44 846	250 600	192 720	57 880
	Autres immobilisations (restauration, internat, etc.)	2 346 401	8 601 069	6 348 970	2 252 099
	Immobilisations corporelles en cours	408 626	108 570		108 570
	Avances et acomptes				
	<b>Immobilisations corporelles</b>	<b>15 332 533</b>	<b>35 280 265</b>	<b>20 343 012</b>	<b>14 937 254</b>
	Participations et créances rattachées	3 049	3 049		3 049
	Autres titres immobilisés	451	451		451
	Prêts	104 884	110 992		110 992
	Autres	3 238	3 238		3 238
	<b>Immobilisations financières</b>	<b>111 621</b>	<b>117 730</b>		<b>117 730</b>
	<b>TOTAL ACTIF IMMOBILISE</b>	<b>15 482 818</b>	<b>35 645 256</b>	<b>20 567 164</b>	<b>15 078 092</b>
CIRCULANT	<b>Stocks et en-Cours</b>				
	<b>Avances et acomptes versés sur commandes</b>	<b>38 467</b>	<b>87 515</b>		<b>87 515</b>
	Usagers (familles, élèves)	19 134	268 861	223 942	44 919
	Personnel et organismes sociaux	3 150	66		66
	Etat et autres collectivités publiques	682 982	91 571		91 571
	Fédérations, unions, associations affiliées				
	Autres	16 388	325 184		50 165
	<b>Créances</b>	<b>721 655</b>	<b>685 681</b>	<b>223 942</b>	<b>186 720</b>
	Placements : valeurs mobilières	1 036 339	1 900 397		1 900 397
	Banques et assimilées	1 171 585	903 533		903 533
	Caisse	818	315		315
	<b>Comptes financiers</b>	<b>2 208 742</b>	<b>2 804 245</b>		<b>2 804 245</b>
	<b>Charges constatées d'avance</b>	<b>151 816</b>	<b>142 137</b>		<b>142 137</b>
	<b>TOTAL ACTIF CIRCULANT</b>	<b>3 120 680</b>	<b>3 719 578</b>	<b>223 942</b>	<b>3 220 617</b>
<b>= TOTAL ACTIF</b>		<b>18 603 497</b>	<b>39 364 835</b>	<b>20 791 106</b>	<b>18 298 709</b>

(1) voir détail dans l'annexe

# Compte de résultat réglementaire



Produits d'exploitation	2018/2019	2019/2020
Participations des familles	3 627 342	3 208 525
Participations de l'Etat et des collectivités publiques	3 189 254	3 373 610
Ventes de produits et marchandises, travaux, études	69 650	65 051
Produits des activités annexes	747 999	481 325
Subventions d'exploitation	161 138	127 252
Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges	132 338	148 941
Autres produits de gestion courante	461 942	290 641
Engagements à réaliser sur ressources affectées	9 161	4 043
<b>Total des produits d'exploitation</b>	<b>8 398 823</b>	<b>7 699 387</b>

Charges d'exploitation	2018/2019	2019/2020
Achats de marchandises	52 935	59 708
Variation de stocks		
Achats de matières premières et autres approvisionnements	1 943 476	1 403 589
Variation de stocks		
Autres charges externes	1 430 345	1 297 115
Impôts, taxes et versements assimilés	242 413	222 085
Salaires et traitements	2 236 330	1 965 129
Charges sociales	1 021 526	902 569
Dotations aux amortissements des immobilisations	1 536 071	1 551 901
Dotations aux dépréciations des immobilisations		
Dotations aux dépréciations de l'actif circulant	52 020	100 526
Dotations aux provisions	-8 948	25 343
Autres charges de gestion courante	150 753	134 344
Report des ressources non utilisées des exercices antérieurs	14 804	1 670
<b>Total des charges d'exploitation</b>	<b>8 671 725</b>	<b>7 663 978</b>
<b>RÉSULTAT D'EXPLOITATION</b>	<b>-272 903</b>	<b>35 409</b>

Opérations financières	2018/2019	2019/2020
Valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé		
Autres intérêts et produits assimilés	1 628	1 500
Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges		
Différences positives de change		
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement	2 577	2 058
<b>Total des produits financiers</b>	<b>4 205</b>	<b>3 559</b>
Dotations aux amortissements, dépréciations et provisions		
Intérêts et charges assimilées	106 937	93 466
Différences négatives de change		
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement		
<b>Total des charges financières</b>	<b>106 937</b>	<b>93 466</b>
<b>RÉSULTAT FINANCIER</b>	<b>-102 732</b>	<b>-89 907</b>
<b>RÉSULTAT COURANT AVANT IMPÔTS</b>	<b>-375 635</b>	<b>-54 498</b>



## I. Informations générales

### 1 - Identification de l'association

L'association "OGEC de L' ESTRAN" a pour objet d'assumer juridiquement la gestion d'établissements d'enseignement fondés par l'autorité canonique compétente. Elle peut à cet effet se livrer à toute activité de gestion se rapportant directement ou indirectement, à l'éducation, l'enseignement, la formation et la culture sous toutes leurs formes et d'une manière générale se livrer à toute activité en lien avec son objet principal (accueil, transport, hébergement, restauration, mise à disposition de locaux, etc.).

Elle porte notamment les activités suivantes : Maternelle ; Primaire ; Collège ; Lycée ; Ens. supérieur ; Restauration ; Hébergement ;

### 2 - Faits marquants de l'exercice

En raison de l'épidémie de Covid 19, le groupe scolaire a été fermé à partir du 16 mars 2020. Une rentrée progressive et partielle a eu lieu à partir du 11 mai pour le 1er degré, du 18 mai pour le collège et du 8 juin pour le lycée.

### 3 - Evènements postérieurs à la clôture

Néant

## II. Principes, règles et méthodes comptables

### 1 - Durées et dates de l'exercice comptable

L'exercice clos a une durée de 12 mois, recouvrant la période du 01/08/19 au 31/07/20.

### 2 - Référentiel comptable

Les comptes annuels de l'exercice clos ont été établis conformément aux dispositions réglementaires en vigueur (Règlement ANC n°2014-03 relatif au plan comptable général et Règlement CRC 99-01 relatif aux modalités d'établissement des comptes annuels des associations et fondations) et en appliquant la nomenclature comptable de l'Enseignement catholique sous contrat avec l'Etat (édition 2016) définie par la FNOGEC.

### 3 - Dérogations aux principes et méthodes comptables

Néant

### 4 - Changements comptables

Néant

## III. Notes sur le Bilan

### 1 - Immobilisations incorporelles et corporelles

Les immobilisations incorporelles et corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition, c'est-à-dire à leur prix d'achat augmenté des frais accessoires (coûts directement attribuables engagés pour mettre l'actif en place et en état de fonctionner selon l'utilisation prévue par la direction).

Les frais d'acquisition des immobilisations sont inclus dans le coût d'acquisition des immobilisations. Ils comprennent les droits de mutation, honoraires, commissions et frais d'actes liés à l'acquisition de l'immobilisation.

Les frais d'établissement sont comptabilisés directement en charges.

Un tableau des mouvements des immobilisations est joint (cf. **Tableau n°1**).

Les amortissements pour dépréciation sont pratiqués suivant le mode linéaire en fonction de la durée réelle d'utilisation des immobilisations. Les bâtiments font l'objet d'une décomposition, chaque composant suit un plan d'amortissement qui lui est propre.





## 7 - Provisions

### Engagements de retraite :

Le montant des engagements de l'association en matière d'indemnités de départ à la retraite et de pension fait l'objet d'une comptabilisation en provision.

L'évaluation des engagements est effectuée via une méthode actuarielle, en application de la convention collective EPNL section 9 et d'un coefficient d'actualisation de 2%.

### Autres provisions :

provision congés payés et provision prévoyance enseignants

Un tableau des mouvements des provisions est joint (cf. **Tableau n°7**).

## 8 - Fonds dédiés

Un tableau des mouvements des fonds dédiés est joint si l'association en fait état (cf. **Tableau n°8** le cas échéant).

## 9 - Passifs éventuels

Néant

# IV. Notes sur le compte de résultat

## 1 - Information sectorielle

Le chiffre d'affaires correspond à la somme des ventes de produits et marchandises, des prestations de services (participations des familles et participations publiques) et des produits des activités annexes.

## 2 - Effectif employé pendant l'exercice

L'effectif moyen salarié pendant l'exercice est évalué à :

- Cadres : 5 salariés
- Agents de maîtrise : 12,30 salariés
- Employés : 50,55 salariés

## 3 - Rémunération des dirigeants

Conformément aux termes de l'article 20 de la loi n°2006-586 du 23 mai 2006, cette information n'est pas fournie car elle conduirait indirectement à mentionner des éléments de rémunération individuels.

## 4 - Rattachement des charges et produits à l'exercice

Postes inclus au bilan	Montant (€)	Commentaire
Fournisseurs	19 717	Les charges à payer des fournisseurs sont majoritairement composées de factures non parvenues sur des prestations effectuées sur l'exercice. Celles des personnel et organismes sociaux sont constituées de charges sur salaires non versées à la clôture et de provisions (congés payés notamment). Pour l'Etat et ses collectivités, il s'agit de charges sur salaires ou de subventions perçues d'avance.
Personnel et organismes sociaux	143 408	
Etat et collectivités	8 243	
Autres charges à payer	29 154	
<b>Charges à payer</b>	<b>200 522</b>	
Familles et usagers		Les produits à recevoir familles et usagers concernent des prestations effectuées sur l'année scolaire et non enregistrées à la clôture. Pour l'Etat et ses collectivités, il s'agit majoritairement de subventions justifiées sur l'exercice. Les autres produits à recevoir sont composés de régularisation des comptes sociaux ou des autres tiers.
Etat et collectivités	5 115	
Autres produits à recevoir	32 188	
<b>Produits à recevoir</b>	<b>37 303</b>	
<b>Charges constatées d'avance</b>	<b>142 137</b>	Il s'agit généralement de charges et produits affectés à l'année scolaire suivante : fournitures scolaires, abonnements, contrats de maintenance, etc.
<b>Produits constatés d'avance</b>	<b>131 623</b>	



Tableau n°1 - Mouvements des immobilisations	Début d'ex.	Augmentations	Diminutions	Réaffectations	Fin d'exercice
Frais d'établissement					
Logiciels, licences, et autres immo. incorporelles	290 157	25 724	68 620		247 261
<b>Immobilisations incorporelles</b>	<b>290 157</b>	<b>25 724</b>	<b>68 620</b>		<b>247 261</b>
Terrains (y compris aménagements de terrains)	571 406	8 452			579 858
Constructions et aménagements sur sol propre					
Constructions et aménagements sur sol d'autrui	20 924 548	44 284	1 864	859 387	21 826 354
Installations techniques, matériel et outillage pédagog.	3 806 017	254 648	157 514	10 662	3 913 813
Mobilier et matériel de bureau	224 460	27 387	1 246		250 600
Autres immobilisations (restauration, internat, etc.)	8 496 582	215 774	111 287		8 601 069
Immobilisations corporelles en cours	408 626	569 994		-870 049	108 570
Avances et acomptes					
<b>Immobilisations corporelles</b>	<b>34 431 638</b>	<b>1 120 539</b>	<b>271 911</b>		<b>35 280 265</b>
Participations et créances rattachées	3 049				3 049
Autres titres immobilisés	451				451
Prêts	104 884	9 383	3 274		110 992
Autres	3 238				3 238
<b>Immobilisations financières</b>	<b>111 621</b>	<b>9 383</b>	<b>3 274</b>		<b>117 730</b>

Tableau n°2 - Mouvements des amortissements	Début d'ex.	Augmentations	Diminutions	Réaffectations	Fin d'exercice
Frais d'établissement					
Logiciels, licences, et autres immo. incorporelles	251 493	41 279	68 620		224 153
<b>Immobilisations incorporelles</b>	<b>251 493</b>	<b>41 279</b>	<b>68 620</b>		<b>224 153</b>
Terrains (y compris aménagements de terrains)	184 616	23 743			208 358
Constructions et aménagements sur sol propre					
Constructions et aménagements sur sol d'autrui	9 655 985	886 997	1 864		10 541 117
Installations techniques, matériel et outillage pédagog.	2 928 711	280 650	157 514		3 051 847
Mobilier et matériel de bureau	179 614	14 352	1 246		192 720
Autres immobilisations (restauration, internat, etc.)	6 150 181	310 076	111 287		6 348 970
<b>Immobilisations corporelles</b>	<b>19 099 105</b>	<b>1 515 818</b>	<b>271 911</b>		<b>20 343 012</b>

Tableau n°3 - Mouvements des dépréciations d'éléments d'actif	Début d'ex.	Augmentations	Diminutions	Fin d'exercice
<b>DEPRECIATIONS</b>				
Immobilisations incorporelles				
Immobilisations corporelles				
Immobilisations financières				
Stocks et en-cours				
Comptes usagers (familles, élèves)		221 685	100 526	98 268
Autres créances				
Valeurs mobilières de placement				
<b>Total</b>		<b>221 685</b>	<b>100 526</b>	<b>98 268</b>
<b>DOT.</b>				
Dotations/reprises d'exploitation			100 526	98 268
Dotations/reprises financières				
Dotations/reprises exceptionnelles				



Tableau n°6 - Mouvements des fonds associatifs		Début d'ex.	Augmentations	Diminutions	Réaffectations	Fin d'exercice
FONDS PROPRES	Valeur du patrimoine intégré	1 570 870				1 570 870
	Fonds statutaires					
	Apports sans droit de reprise	31 897				31 897
	Legs et donations	17 138				17 138
	Subventions d'invest. affectées biens renouvelables	5 245				5 245
	<b>Fonds associatifs sans droit de reprise</b>	<b>1 625 149</b>				<b>1 625 149</b>
	Réserves statutaires					
	Réserves pour investissements					
	Réserves de trésorerie					
	Autres réserves					
AUTRES FONDS ASSOC.	<b>Réserves</b>					
	Report à nouveau	-67 539			-547 156	-614 695
	Résultat de l'exercice	-547 156	7 393		547 156	7 393
	<b>TOTAL FONDS PROPRES</b>	<b>1 010 455</b>	<b>7 393</b>		<b>0</b>	<b>1 017 847</b>
	Apports avec droit de reprise					
	Legs et donations avec obligation ou condition					
	Subventions d'invest. affectées biens renouvelables	3 614 746	274 859		-562 498	3 327 106
	<b>Fonds associatifs avec droit de reprise</b>	<b>3 614 746</b>	<b>274 859</b>		<b>-562 498</b>	<b>3 327 106</b>
	Subventions d'équipement					
	Subventions d'invest. avec obligation d'amort.					
	Taxe d'app. affectée aux équipements scolaires	363 794	72 418	103 095		333 117
	Autres subventions d'investissement					
	<b>Subv. invest. affectées biens non renouvelables</b>	<b>363 794</b>	<b>72 418</b>	<b>103 095</b>		<b>333 117</b>
	Ecart de réévaluation et autres fonds associatifs	7 430 536			562 498	7 993 035
	<b>TOTAL AUTRES FONDS ASSOCIATIFS</b>	<b>11 409 077</b>	<b>347 277</b>	<b>103 095</b>		<b>11 653 258</b>
	<b>= TOTAL FONDS ASSOCIATIFS</b>	<b>12 419 531</b>	<b>354 670</b>	<b>103 095</b>	<b>0</b>	<b>12 671 106</b>

Tableau n°7 - Mouvements des provisions		Début d'ex.	Augmentations	Diminutions	Fin d'exercice
PROV.	Provisions pour risques	210 487		10 679	178 748
	Provisions pour pensions et obligations similaires	269 903		14 664	284 567
	Autres provisions pour charges				
	<b>Total</b>	<b>480 390</b>	<b>25 343</b>	<b>42 418</b>	<b>463 315</b>
DOT.	Dotations/reprises d'exploitation		25 343	39 079	
	Dotations/reprises financières				
	Dotations/reprises exceptionnelles				3 339